

**Parti  
communiste  
français**

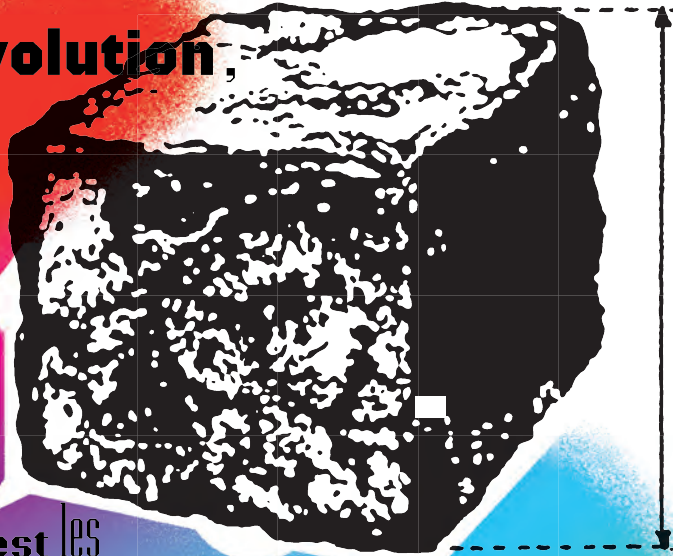
collectif national  
**Culture**

<http://culture.pcf.fr>

JUIN 2016

# la FABRIQUE du POSSIBLE

la  
**révolution**



c'est les

**vacances**



de  
la

**vie**

## DANS CE NUMÉRO

*Page 2/édito*

Art et politique: pour un  
nouveau récit émancipateur  
**Alain Hayot**

*Pages 3-4/focus*

Pas d'intermittence de la lutte  
**Claude Michel, Angeline Barth  
Mathieu Grégoire, Samuel Churin**

*Pages 5-9/panoramique*

**Roland Gori**: la religion du  
marché, une nouvelle forme  
d'hégémonie culturelle?

**Françoise Vergès**: revoir la  
cartographie de la République

*Page 10/zoom*

*Décoloniser les arts*  
liberté de création  
pour les artistes minorés  
**Leila Cukierman**

*Pages 11-12/en coulisses*

Bras dessus bras dessous  
Eros et Thanatos s'en vont  
à *Nuit debout*  
**Sonia Masson**

**LE POLITIQUE**  
*n'est-ce pas l'autre nom de*  
**LA CULTURE**

## POUR UN NOUVEAU RÉCIT ÉMANCIPATEUR

Nous sommes entrés dans une crise profonde des rapports entre l'art et la politique. Parce que nous traversons un moment terrible, « *ce clair-obscur d'où surgissent les monstres* » dont parle Gramsci, il nous faut de toute urgence penser à nouveaux frais les liens entre une politique discréditée et une culture livrée aux marchands du temple. Marie-José Mondzain nous rappelle que lorsque la culture est attaquée il n'y a plus de vie politique et ceux qui soumettent la politique aux impératifs d'une gestion libérale ou pire encore à une régression populiste, s'attaquent en priorité à la culture. Politique et culture sont soumises conjointement à ce que Pasolini décrit à l'aide de la métaphore de la disparition des lucioles.

Quelque chose qui n'était pas prévisible a bouleversé nos valeurs, notre imaginaire, nos langages et nos comportements. Une forme de totalitarisme globalisé, financier, productiviste et consumériste est en passe d'imposer son hégémonie culturelle. Des œuvres, des langages, des artistes, des lieux disparaissent. La technocratisation de la culture va de pair avec la rationalisation et la standardisation de la production industrielle de l'art qui prolifèrent sur les ruines de la politique et de la démocratie. Politique et culture sont conjointement colonisées par la religion du marché qui transforme l'humain et la nature en produits abstraits, normés, quantifiés et valorisables.

Roland Gori nous rappelle que l'art et la politique sont indissociables et qu'il ne saurait y avoir d'émancipation politique sans émancipation culturelle et inversement. Or la crise politique actuelle est à la fois une crise de la démocratie et une crise de la culture qui fabrique l'aliénation des classes populaires et leur servitude volontaire ; c'est ce qui explique les difficultés que la gauche alternative rencontre pour transformer la colère sociale en force matérielle transformatrice.

Pour analyser les formes symboliques et culturelles de l'aliénation actuelle, pour s'affranchir de ses valeurs dominantes et les combattre, pour reconstruire une hégémonie culturelle émancipatrice, il faut oser l'art et la culture. Il faut croire au pouvoir de l'imaginaire et de la parole pour inventer aujourd'hui les mots, les symboles et les idées d'une alternative aux eaux glacées du calcul égoïste comme aux eaux glauques de la haine et de la barbarie.

C'est à une perte du sens de l'humanité que nous sommes confrontés et c'est à cette perte de sens que la politique comme la culture doivent s'attaquer. Il faut pour cela s'atteler à l'intelligence du monde comme nous y incite Alain Badiou; faire surgir le partage du sensible auquel nous invite Jacques Rancière; décoloniser notre pensée et notre imaginaire, processus auxquels Aimé Césaire et Frantz Fanon se sont livrés et dont nous n'avons pas su entendre l'urgence.

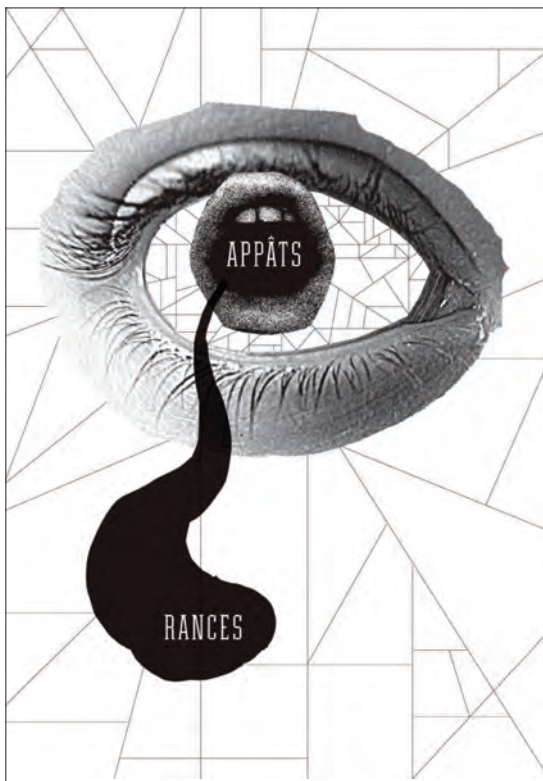
« *La culture n'est pas le musée où l'on accroche des œuvres d'art aux cimaises de la société de la marchandise et du spectacle* » dit Roland Gori ; il poursuit en montrant que « *la culture est ce qui relie les humains entre eux par leurs œuvres, leurs productions, leur manière de sentir, d'éprouver, de dire et de faire* ».

C'est en effet du pouvoir des mots qui font, comme l'écrit joliment Aragon, « *l'amour avec le monde* », c'est du pouvoir des symboles et des idées que naît

l'engagement politique et sa capacité à écrire un nouveau récit émancipateur, libérateur des chaînes auxquelles le système dominant nous aliène. Pour inventer ce nouveau récit osons un nouveau rapport entre l'art, la culture et la politique. Agissons pour redonner un souffle libérateur aux artistes et à la création artistique; pour refonder une démocratie culturelle partout et avec tous, dans l'école, la cité et l'espace du travail ; pour inventer cette mondialité culturelle, dont rêvent Édouard Glissant et Patrick Chamoiseau, pour nous affranchir du poids obsédant et répétitif des violences identitaires qui secouent un vieux monde qui n'en finit pas de mourir tandis que le nouveau tarde à naître.

Tous ceux qui sont debout le jour comme la nuit ont les mêmes rêves de liberté, d'égalité, de fraternité. Travaillons ensemble pour les atteindre. Nous sommes des millions à ne plus vouloir, avec Mahmoud Darwich d'« *une politique dénuée de culture et d'imaginaire, condamnée à l'ordre du conjoncturel* ». Nous sommes des millions à vouloir vivre le temps du commun, ce monde de demain qui aura pour seule ambition l'avenir solidaire de l'humanité et de la planète. Soyons tous convaincus avec Hölderlin que « *là où croît le péril croît aussi ce qui sauve* ».

Alain Hayot  
délégué national du PCF à la Culture



## pas d'intermittence de la lutte

Après de longues semaines de mobilisation et de négociation dans le champ du spectacle vivant, du cinéma et de l'audiovisuel (le « champ professionnel »), un accord est signé le 28 avril par toutes les organisations syndicales représentatives des salariés et la *Fédération des employeurs du Spectacle, de l'Audiovisuel et du Cinéma* (FESAC) sur l'assurance chômage des salariés intermittents (annexes 8 et 10). Les organisations siégeant au sein de l'UNEDIC (le « champ interprofessionnel ») se sont réunies le 28 mai : le MEDEF et la CFTD en tête tentent de « torpiller » l'accord du 28 avril. Le chemin vers une réforme juste et durable de l'assurance chômage des salariés intermittents reste donc semé d'embûches : dogmatisme maintenu d'un patronat qui cherche à maximiser les « économies », risque d'une caisse autonome et rupture de

la solidarité interprofessionnelle au cas où l'État se mêle de financer les annexes 8 et 10. Le MEDEF pourra-t-il ignorer l'accord du 28 avril et se faire le chantre d'un nouveau déni de démocratie comme il s'en est fait le champion ces dernières années ? Ou devra-t-il tenir compte du rapport de forces et de la position du comité d'experts qui a chiffré l'accord ?

On le voit, seule une mobilisation soutenue et amplifiée est de nature à peser pour que les principes démocratiques et un progrès des droits sociaux l'emportent. Alors que nous fêtons les 70 ans de la création de la Sécurité sociale, il est grand temps de changer de politique et d'aller vers une sécurité sociale professionnelle.

Claude Michel

membre du collectif Culture du PCF

*Les interviews qui suivent ont été réalisées courant mai donc avant le round de négociations au sein de l'UNEDIC des mois de mai et juin 2016.*

### Angeline Barth

secrétaire générale adjointe de la CGT/Spectacle  
18 mai 2016

*Pourquoi avez-vous signé l'accord du 28 avril ?*

Parce qu'il est bon et bien reçu dans la profession. Il revient aux 507 heures sur 12 mois, tant pour les artistes que pour les techniciens ; la prise en charge des heures d'enseignement donné est étendue (de 55 à 70 heures) et son champ quelque peu élargi. Par

ailleurs la philosophie de l'accord est différente de celle du précédent : il ne prétend pas économiser des millions, mais il s'agit d'un bon compromis tenant réellement compte de nos spécificités.

Nous sommes donc plutôt contents de cet accord, d'abord parce qu'il nous a permis de franchir un premier cap, celui de la « branche ». Ensuite c'était très important pour la CGT de signer un tel texte, même dans le contexte inacceptable imposé par le MEDEF, et de parvenir à une vraie réflexion de fond sur l'avenir de nos métiers.

Notons toutefois que l'UNEDIC, par la voix de son directeur, n'a pas joué le jeu (chiffres bricolés pour démontrer que l'accord va coûter très cher, experts nommés très tard, et de surcroît malveillants, imputant notamment aux nouvelles propositions des « effets de comportement » fantaisistes des ayant-droit...).

La FESAC voulait et a obtenu la signature de la CGT et de la CFTD. À l'heure de la loi travail et du MEDEF tout puissant, il est symboliquement très important de démontrer qu'on peut gagner. Pour autant, il faut continuer à se battre. Car tant que l'accord interprofessionnel n'est pas signé, intégrant notre accord avec les employeurs du secteur, rien n'est acquis, contrairement à ce que dit le ministre de la culture.

Le MEDEF fait planer diverses menaces sur la convention UNEDIC, qui risquent d'en rendre la signature impossible au 30 juin. Dans ce cas le ministère est prêt à proroger, ce qui est de règle dans ce genre de situation. Mais pour combien de temps ? Et que devient l'accord spectacle dans ce cas ? Est-ce que la prorogation se fait sur la base du *statu quo ante* ? Dans ce cas que se passe-t-il si le MEDEF méprise l'accord du 28 avril ? Seule une amplification de la mobilisation nous permettra de gagner.



## Mathieu Grégoire

sociologue - 24 mai 2016

*Que pensez-vous du risque d'aboutir à la création d'une caisse autonome ? Qu'en est-il du « fonds de professionnalisation » ?*

D'abord une remarque préliminaire : si je suis relativement enthousiaste sur la qualité de ce qui a été obtenu, je suis un peu inquiet que cela soit une victoire des seuls intermittents. D'autant que le risque de « caisse autonome » n'est pas entièrement écarté à terme.

On sait que le régime UNEDIC est un régime unique pour tous les salariés, et ne comporte aucune caisse « spécifique ». Mais depuis 2002, sous la pression du MEDEF et de la CFDT, on fait « comme si » les intermittents du spectacle et leurs annexes fonctionnaient avec une caisse autonome : par exemple, ce qui n'est jamais le cas pour d'autres annexes spécifiques, on parle de « déficit » des annexes 8 et 10, ce qui n'a strictement aucun sens dans le cadre de la solidarité interprofessionnelle. Cette idée fautive a tendance subrepticement à devenir « vraie »... On assiste ainsi à une déperdition de la solidarité de l'ensemble des salariés au profit d'une logique « professionnelle », en isolant le secteur. Cela a commencé quand les pouvoirs publics ont incité les employeurs à se fédérer, pour les « responsabiliser ». C'est ainsi qu'est née la FESAC (en avril 1998). Et dès 2002 on assiste à une augmentation spécifique des cotisations des entreprises du spectacle.

En 2014, les « tables de concertation » autour de la loi Rebsamen confèrent un pouvoir particulier au secteur professionnel, sous condition d'un cadrage par l'interprofessionnel. Ce qui induit une logique perverse : la « profession » a désormais la capacité de négocier ; on peut donc l'inviter dans un temps suivant à créer sa « caisse » ; c'est en tout cas la logique subliminale du processus... Ce danger est accentué par le fait que la CFDT, au nom de l'« exception culturelle » (concept une fois de plus utilisé à contresens), demande la participation de l'État et une « exception sociale » et financière ; ce qui ferait ainsi diverger les annexes du droit commun et de la solidarité interprofessionnelle. Nous restons donc toujours dans la crainte de revoir émerger cette idée de caisse autonome. On aboutit néanmoins à un accord qui débouche sur un vrai progrès social. Mais il semblerait que la CFDT et l'État négocient en sous-main à l'UNEDIC la participation de l'État au surcoût engendré.

Enfin, il y a deux dispositifs distincts qu'il ne faut pas confondre : le **Fonds de professionnalisation et de solidarité des artistes et techniciens du spectacle**, abondé par l'État et géré par Audiens, qui est d'un montant de l'ordre de 15 M€ et le **Fonds pour l'emploi dans la culture**, en principe directement géré par le ministère de la Culture, qui sera de l'ordre de 90 M€ en année pleine, destiné à soutenir l'activité et la création d'emplois, notamment permanents grâce à des aides directes et des dispositifs qui allongent la durée moyenne du travail (résorption de la « permittence », aide à la création de CDI, etc.)

Enfin n'oublions pas la relance du Comité de suivi, en janvier 2014, à l'initiative des organisations professionnelles et de parlementaires dont en particulier Pierre Laurent. Cette réactivation n'est pas pour rien dans le succès des négociations.

## Samuel Churin

animateur de la *Coordination des intermittents et précaires* - 14 mai 2016

*Quelles sont vos craintes et vos attentes ?*

L'accord du 28 avril est globalement bon. Il répond à nos principales propositions chiffrées par les « tables de concertation » auxquelles participaient pratiquement toutes les parties prenantes. Seule la fusion des deux annexes (8 et 10) n'a pas été actée. Sinon, c'est en gros la plate-forme du Comité de suivi, qui a travaillé entre 2003 et 2006, et a repris ses travaux en 2014-2015 sous la même configuration.

Si l'on a donc franchi la première étape, celle d'un bon accord professionnel au niveau de la branche, il reste que la « question d'argent » n'est pas réglée et risque de réapparaître dans la négociation interprofessionnelle. En effet il ne faut pas que le gouvernement mette un sou dans l'indemnisation, ce qui serait un pied dans la porte de la « caisse autonome » que le MEDEF appelle de ses vœux. Or le gouvernement prévoit un versement de 80 M€ annuel jusqu'à la fin de la convention, c'est-à-dire pendant deux ans au titre du financement du différé d'indemnisation. Si l'accord devait reprendre cela, ça ne nous irait pas !

D'autre part, on sait que le MEDEF exige 185 M€ d'économies. Ce ne sera pas le cas ! L'accord ne rentrant pas dans cet impératif, le MEDEF se réserve la possibilité de ne pas signer... Mais ce n'est pas un problème juridique, mais politique : en effet le gouvernement a le pouvoir de valider (ou non) l'accord final, la convention UNEDIC.

Enfin n'oublions pas que le MEDEF veut toujours la suppression des annexes, parce que c'est un régime qui peut servir d'exemple pour tous les « intermittents de l'emploi ». Le dernier gouvernement à avoir un tant soi peu résisté au MEDEF, c'est celui de Lionel Jospin entre 1997 et 2002. Ensuite tous les gouvernements successifs ont plié devant lui...

Ce système est décidément schizophrène : la figure du CDI n'a jamais autant attaquée (par la loi El Khomri notamment) tandis que le MEDEF tente obstinément de casser le modeste filet de sécurité que représentent les annexes 8 et 10. Sa ligne de conduite est en effet d'effacer toute spécificité liée aux contrats courts. D'où son chantage sur la « sur-cotisation » des intermittents, même si nous à la CIP sommes contre aussi, mais pour des raisons différentes...

En conclusion je pense qu'on ne déboulera rien durablement tant que le « dialogue social » ne sera pas réformé. Aujourd'hui il est réduit à un « paritarisme » où le MEDEF a le droit de veto ! Et cela dans un dispositif où il n'est pas légitime : après tout l'argent de la protection sociale, c'est celui de nos salaires mutualisés, c'est le nôtre ! En quoi les patrons, en contradiction flagrante avec le programme du CNR et l'esprit des fondateurs de la Sécurité sociale, devraient-ils en avoir la gestion ?

propos recueillis par **Jean-Jacques Barey**

Nous avons lancé début mai ce qui s'apparente dans notre esprit à un état des lieux de ce que pensent de la gauche les artistes, intellectuels et l'ensemble des acteurs culturels. De quelle manière intègrent-ils dans leur démarche de création et dans leur travail les dimensions croisées de l'art et de la politique ?

Cet état des lieux a pris la forme de trois questions

auxquelles nos interlocuteurs-trices pouvaient répondre comme ils ou elles le désiraient.

Nous inaugurons ici la restitution de cet état des lieux par un grand entretien avec Roland Gori suivi de réponses de Françoise Vergès. Viendront dans les prochains numéros de *La Fabrique* les points de vues de Madeleine Abassade, François Chat, Gerty Dambury, Julie Timmerman...

## LA RELIGION DU MARCHÉ une nouvelle forme d'hégémonie culturelle?

ENTRETIEN AVEC ROLAND GORI

psychanalyste, initiateur de l'*Appel des appels*

*Quelle place prend la question du politique, au sens du rapport à la cité, dans votre travail d'artiste ou d'acteur de la vie culturelle, et dans l'inscription de ce travail dans l'espace social ici et maintenant?*

C'est justement la dimension *artistique*, culturelle et artisanale de mes métiers d'universitaire et de soignant, qui se trouve aujourd'hui mise à mal par une *standardisation* effrénée des protocoles et des règles de bonnes pratiques. Que ce soit dans le domaine du soin ou dans celui de la recherche, les nouvelles formes sociales de l'évaluation sont des dispositifs de servitude volontaire, des rituels normatifs et violents de la *religion du marché*. Comment ne pas percevoir dans cette nouvelle forme d'hégémonie culturelle qui s'est progressivement imposée depuis trente ans, dans nos métiers, une *question politique* ? Les formes de savoir, les pratiques de soin, d'éducation, de recherche, de justice,

d'information, de culture, de travail social (cf. *L'Appel des appels*) sont inséparables des logiques de pouvoir et de domination, inséparables des pratiques sociales qui fabriquent les humains et une humanité.

Aujourd'hui les critères d'évaluation relèvent de cérémonies d'initiation à une vision néolibérale du monde et de l'humanité. Ces rituels de la religion du marché sont dans un rapport distendu avec les finalités de nos métiers. La valeur devient le résidu d'un ensemble d'opérations quantitatives, procédurales et formelles permettant d'assujettir les professionnels, plus qu'elles ne procèdent d'une véritable amélioration des services rendus aux citoyens. Ces dispositifs de soumission et d'humiliation sociales procèdent d'une *standardisation* d'un mode de pensée qui invite à transformer les actes professionnels en spectacles, c'est-à-dire en marchandises. De même que la culture se trouve confisquée par les industries culturelles, la recherche et le soin se trouvent calibrés et traversés par une rationalité instrumentale, formelle et utilitariste. L'acte de soin est réduit à la tarification à l'activité, la valeur d'un chercheur, d'un laboratoire ou d'une recherche ne mesure bien souvent que leur degré d'insertion dans un réseau de domination et de pouvoir.

Sans devoir développer davantage sur un thème que j'ai eu largement l'occasion de traiter à plusieurs reprises, je souhaite insister sur cette *dimension politique* de nos métiers et de leur transmission.

L'harmonisation des savoirs et des pratiques, aujourd'hui, contribue à une hégémonie culturelle anglo-américaine qui nous fait rêver et penser le monde, et notre humanité, dans cette langue, dans cette éthique, et par la politique d'un style anthropologique néolibéral. Cette américanisation du style de vie et du style de pensée s'est globalisé avec la mondialisation marchande, dont ils sont les indispensables corrélats. Le néolibéralisme en financiarisant l'ensemble des activités humaines, culturelles et sociales, a réduit la notion de valeur

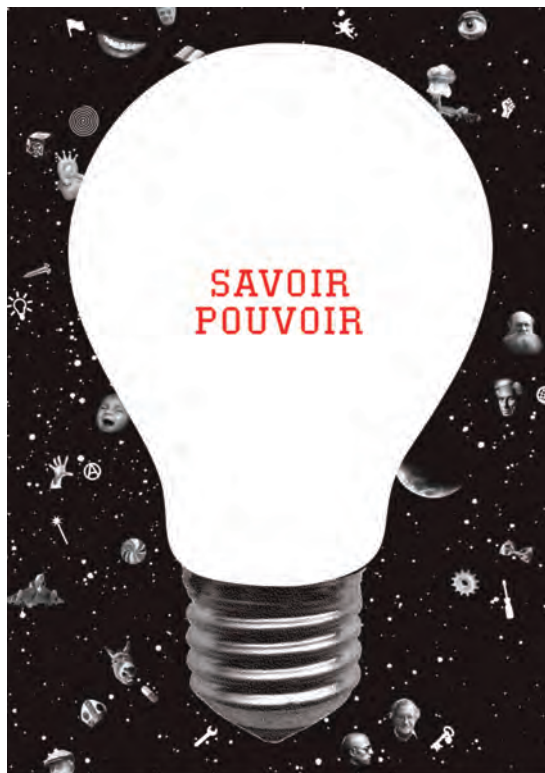


aux résidus d'une pensée juridique et d'un calcul marchand. Face aux questions sociales et humaines du vivre-ensemble, nos démocraties libérales privilégient les solutions formelles, normatives et techniques. Cette manière de calibrer nos activités fait passer à la trappe le sens et la valeur véritable de nos actes d'existence. Ce *techno-fascisme*, comme je l'appelle, soumet et humilie les citoyens favorisant l'émergence de néo-fascismes populistes, xénophobes ou intégristes. Faute de reconnaître le « besoin de spiritualité » et de sens de notre existence, nous laissons aux *théo-fascismes* de quoi alimenter leur fond de commerce.

Concernant la dimension politique de mes activités, il va de soi par exemple que les recherches aujourd'hui se doivent d'être présentées comme des réponses à des appels d'offre dans une logique du marché plus ou moins explicite. Les sciences humaines et sociales sont délaissées au profit des formes de savoir et des pratiques utilisables, rentables pour le monde industriel et financier. Il y a aujourd'hui véritablement une sélection des disciplines qui s'opère en faveur des applications industrielles et technologiques les plus utilisables et les plus rentables.

Cette sélection qui va parfois jusqu'à la censure œuvre d'au moins deux façons :

- Ouvertement. C'est le cas lorsque le gouvernement japonais invite les présidents d'universités à fermer les départements de sciences humaines et sociales jugés insuffisamment utiles pour l'économie et l'industrie. Toutes proportions gardées, c'est le cas lorsque Daech prend en charge les établissements universitaires et scolaires des



régions qu'il occupe, l'enseignement y est essentiellement religieux, complètement déconnecté de la vie moderne et contemporaine, ce qui n'est pas soluble dans leur idéologie. La musique, les sciences sociales, l'histoire, l'art, le sport, la philosophie et la psychologie ne sont plus enseignés. Autre sujet interdit : la théorie de l'évolution de Darwin. Enfin, les images des livres scolaires qui violent l'interprétation ultra-conservatrice de l'islam (selon Daech) sont déchirées. Et la police religieuse veille au respect de toutes ces consignes. L'enseignement supérieur est lui aussi dans le viseur des terroristes.

- En prescrivant certaines normes de comportement professionnel, le pouvoir libéral qu'il se réclame du néolibéralisme ou du social-libéralisme, procède d'une censure qui ne porte plus sur le contenu des savoirs et des pratiques mais sur les conditions de leur production. En gros, il s'agit d'imposer une grammaire des discours, paroles, actions et institutions en conformité avec une vision néolibérale du monde.

C'est cette mise sous tutelle technico-financière qui prolétarise matériellement et symboliquement les professionnels et c'est contre elle que l'*Appel des appels* n'a eu de cesse de s'élever.

*Quels sont selon vous les manques, les faillites, les défections du monde politique, singulièrement celui qui se réclame du communisme et de la gauche dans sa diversité, qui a pu vous en éloigner dans votre travail et vos convictions ?*

Je ne saurais bien évidemment faire la liste de tous les manques, faillites et défections du monde politique pour lesquels nous avons une responsabilité collective. La faible représentation des syndicats en France est véritablement dramatique, et nous n'avons pas su certainement nous montrer à la hauteur des héritages du passé, en particulier des inventions expérimentées aux siècles précédents. Quels sont les mouvements sociaux qui ont suffisamment soutenu les initiatives des coopératives et des associations, fondées sur la solidarité et la fraternité ? Quelques-uns épisodiquement sûrement. Mais les avons-nous suffisamment pensées comme des *alternatives véritables* au capitalisme financier ?

La division de la gauche, l'érosion de l'électorat communiste et la conversion des gouvernements socialistes au social-libéralisme, depuis Mitterrand jusqu'à Hollande en passant par Jospin, diminuent la crédibilité d'une alternative aux politiques néolibérales. Les gouvernements socialistes ont été les gérants « loyaux » des logiques « austéritaires », exigées par le capitalisme financier, qui placent les peuples et les citoyens sous ce que j'appelle une « curatelle technico-financière ». À devoir respecter cette « logique » la marge de négociation est très faible.

L'aspiration autogestionnaire a sombré dans l'alliance libéro-libertaire et le « toyotisme ». Les réformes de société (de ses mœurs) sans l'appui des dispositifs d'éducation, d'information et de culture ont contribué à nourrir les réactions conservatrices, à éloigner les couches populaires de la gauche. De même la fabrique d'une Europe sur une base monétaire tend à renforcer le nationalisme et la xénophobie, ces deux mamelles des néo-populismes. Les efforts consentis aux rapprochements des gauches européennes, que l'on voit se développer, me paraît essentiel, et redonne espoir.

Ces éléments que j'expose en vrac traversent de part en part nos métiers et les postures de ceux qui les exercent conduisant à une apathie politique ou pire... De même qu'« il n'y a pas d'homme solitaire », c'est la découverte du XIX<sup>e</sup> siècle, disait Camus, il n'y a pas de métier sans le tissu social et culturel où il s'accomplit.

Si on essaie d'analyser les processus sociaux par lesquels nous en sommes arrivés là, on peut relever, sans prétendre à une quelconque exhaustivité, un certain nombre de facteurs favorisant cette dégradation du *politique* dans les champs professionnels : la mobilisation légitime pour défendre l'emploi et les conditions de travail a fait l'impasse sur l'éthique des métiers, sur les conditions *symboliques* des actes que leurs professionnels accomplissent. Je m'inscris totalement dans le sillon des travaux de Bruno Trentin considérant que l'incapacité de la Gauche européenne à proposer une alternative crédible à l'ultralibéralisme provient de son oubli des effets opprimants du nouveau pouvoir discrétionnaire du management, de la puissance de sa technocratie, de la violence des aliénations qu'il provoque. C'est-à-dire que sur les lieux de travail, aussi et surtout, il conviendrait de récupérer une démocratie confisquée par la technocratie.

Les organismes de gauche ont laissé s'installer une *misère symbolique* des professionnels presque aussi douloureuse que la misère matérielle des travailleurs, et sans doute tout aussi délabrante. Comme le disait hier Jaurès, la démocratie ne saurait s'arrêter aux portes des usines, ni aujourd'hui à celles des laboratoires, des lycées, des hôpitaux ou des salles de rédaction. L'hégémonie culturelle du management « scientifique » a été rendue possible par un mouvement social et une gauche qui ont abandonné les dimensions proprement *politiques du travail* en échange d'une « compensation salariale » (Bruno Trentin). Aujourd'hui, avec la globalisation et la précarisation des emplois qui risquent de faire de tous les salariés une sorte d'« intermittents » du travail, la compensation salariale elle-même tend à fondre comme neige au soleil.

Peut-être serions-nous moins déçus par la gauche et le mouvement social s'ils avaient su tirer les leçons de *l'histoire*, celles du XIX<sup>e</sup> comme du XX<sup>e</sup> siè-



cle ? Il n'y a pas de véritable politique sans mémoire, quand bien même aujourd'hui les hommes politiques, comme les partis, souffrent un peu d'amnésie et de présentisme... Ce qui montre que gouvernants ou gouvernés, dans la majorité ou dans l'opposition, nous appartenons à la même culture, nous sommes corrompus par les mêmes valeurs, nous en sommes les *contemporains*. Gramsci disait que le drame des syndicats était qu'ils partageaient avec le patronat la même vision de l'homme, celle d'une force de travail.

C'est cette dimension symbolique, culturelle, donc politique, qui a été laissée en friche par les mouvements sociaux et politiques, et c'est ce qui me paraît constituer le défaut principal aujourd'hui des actions pensées et accomplies aujourd'hui.

*Comment imaginez-vous une réinvention et une réactivation possible du politique dans votre existence citoyenne et professionnelle, et plus généralement dans les pratiques culturelles et les relations entre l'art, la culture et la politique ?*

Je crois que nous manquons cruellement aujourd'hui d'au moins deux choses pour innover et réinventer la dimension politique de notre existence.

*La première*, c'est d'une véritable révolution symbolique, au sens de Bourdieu, comparable à une conversion religieuse, qui nous conduirait à réhabiliter la *parole* et le *récit* pour partager notre expérience sensible. Du point de vue moral et politique, le néolibéralisme est en faillite, il a échoué – il faut oser l'affirmer – dans sa prétention à fabriquer une nouvelle humanité sur les ruines des

idéologies. Comme dans les dessins animés, il continue à avancer, mais il est déjà dans le vide.

Comme j'ai essayé de le montrer dans mon dernier ouvrage, c'est de ce vide là qu'émerge les mouvements de masse populistes, nationalistes, racistes et xénophobes. Et ce d'autant plus que la mise en concurrence de tous par tous, la liquidation de l'État-social, qu'on nomme parfois État-providence, ont placé les humains dans ce qu'Hannah Arendt nomme la *désolation*, l'esseulement. De ce *désert* naissent les monstrueux mirages auxquels les opprimés comme les esseulés se laissent prendre parfois. Alors, si on ne veut pas laisser à la seule religion le monopole de relier symboliquement les humains entre eux, il faut créer, par la parole et le récit, de nouveaux liens symboliques. Il faut renouer avec une culture d'*éducation populaire*, avec des fraternités et des solidarités à tous les niveaux, qui restituent à chacun une authentique liberté : « Un homme libre requiert la présence d'autrui » (Hannah Arendt). Il faut que les théâtres, les œuvres, les arts, les recherches, envahissent les médias, les corrompent... Il faut en finir avec Berlusconi, et ses héritiers, et jouer ensemble de nos expériences de création, de jeu, d'amour. Il nous faut renouer avec le *sacré* de l'art et de la culture. Jaurès encore, que Charles Silvestre raconte si bien.



Peut-être faudra-t-il alors, non pas faire descendre l'éducation des partis vers le peuple, mais faire des partis les *incubateurs* de ces *révolutions symboliques* à partir de ce qui existe déjà dans ce qui subsiste de la culture des peuples ? Les partis, les syndicats, les associations, pourraient se doter de cette fonction de *passeurs* de ces micro-révolutions qui tendent partout dans le monde à émerger. Peut-être faudra-t-il considérer que défendre les expériences novatrices, comme les écoles Freinet ou Summerhill en leur temps, ou les coopératives et innovations sociales aujourd'hui, pourrait, pour l'avenir, s'avérer aussi important, sinon plus, que le choix d'un candidat à la présidentielle ?

*Remettre l'humain au cœur de la société*, comme l'a proposé dès 2008 l'*Appel des appels*, c'est accepter de renouer avec un *humanisme* trop longtemps méprisé par la gauche. Je crois qu'il faut prendre très au sérieux ce récent slogan des jeunes, face à la loi EL Khomri : « Nous vous empêcherons de dormir tant que vous nous empêcherez de rêver ». Dans cette perspective, la culture est une priorité, tout comme le soin, l'éducation et la justice. Il ne suffit pas de le dire, il faut le montrer, exiger des élus qu'ils l'actent, faute de quoi ils perdraient notre soutien. Il faut contribuer à une véritable *instruction civique* qui passerait aussi par l'art, l'histoire, l'archéologie, la philosophie, l'économie, etc. Seule manière, peut-être d'empêcher la régression du politique vers des mouvements sanguinaires, sectaires et racistes, qui fondaient ou fondent l'appartenance sur la pureté, hier sur le sang, aujourd'hui sur le doctrinal « religieux ».

*La deuxième chose*, qui conditionne la réalisation de la première, c'est *le temps*. Marx a montré comment la vitesse est pour le temps, ce que l'impérialisme est pour l'espace : une *extension infinie des territoires mentaux et sociaux*. Aujourd'hui où l'on administre les hommes et les marchandises en temps réel, nous nous trouvons devant un mouvement d'aliénation infini qui nécessite une régulation par le *politique*. Pour pouvoir parler, échanger et décider, il nous faut du temps et de l'espace, toutes choses qui aujourd'hui se trouvent *confisquées* par les machines, matérielles, numériques et procédurales. Seule une réhabilitation du politique à *tous les niveaux* pourrait nous permettre de reprendre la main.

Et le politique, n'est-ce pas l'autre nom de la culture, l'ensemble des paroles et des actions qui font naître et cultivent l'humanité dans l'homme ?

Roland Gori  
dernier ouvrage paru : *L'Individu ingouvernable*.  
Éditions Les Liens qui libèrent, 352 pages.



# revoir la cartographie de la République

ENTRETIEN AVEC FRANÇOISE VERGÈS

chaire Global South au Collège d'études mondiales

*Quelle place prend la question du politique, au sens du rapport à la cité, dans votre travail d'artiste ou d'acteur de la vie culturelle, et dans l'inscription de ce travail dans l'espace social ici et maintenant ?*

La question du politique occupe une place centrale dans mon travail car je suis très attentive aux rapports de force et de pouvoir, aux inégalités, aux asymétries. Il n'y pas d'égalité des récits, des mémoires, des représentations dans la société française (et dans le monde). Les phrases de Césaire dans Cahier d'un retour au pays natal,

*« ceux qui n'ont inventé ni la poudre ni la boussole, ceux qui n'ont jamais su dompter la vapeur ni l'électricité,*

*ceux qui n'ont exploré ni les mers ni le ciel, mais ceux sans qui la terre ne serait pas la terre »* me rappellent toujours l'importance des « anonymes », des vies qui « ne comptent pas », effacées, méprisées et la nécessité de laisser place à leurs expressions. En même temps, je crois à la force de l'imagination, à la force du rêve, au pouvoir de l'artiste de nous extraire de nous-mêmes, de ce qui peut paraître central et essentiel comme le politique.

*Quels sont selon vous les manques, les faillites, les déficiences du monde politique, singulièrement celui qui se réclame du communisme et de la gauche dans sa diversité, qui a pu vous en éloigner dans votre travail et vos convictions ?*

Pour moi, qui vient du « Sud », d'un « outre-mer », terme réducteur et colonial, le manque vient de l'indifférence à la question raciale et coloniale comme éléments structurants de la construction de l'Europe, de

son identité et de sa culture, à la manière dont le capitalisme est racial.

La race – comme le genre – configure les rapports de pouvoir de multiples façons. Il faut comprendre comment le capital extrait des profits « non par "abstraction" du travail mais en [...] créant, préservant, et reproduisant le caractère particulièrement racialisé et genré de la force de travail » (Lisa Lowe). La matrice de classification sociale qu'ont constituée esclavage, colonialisme et impérialisme est un phénomène à étudier sur la longue durée, une accumulation d'images, de représentations, de pratiques qui construisent une mémoire sur le temps long. Pour autant, le capitalisme racial n'est pas à confondre avec la suprématie blanche.

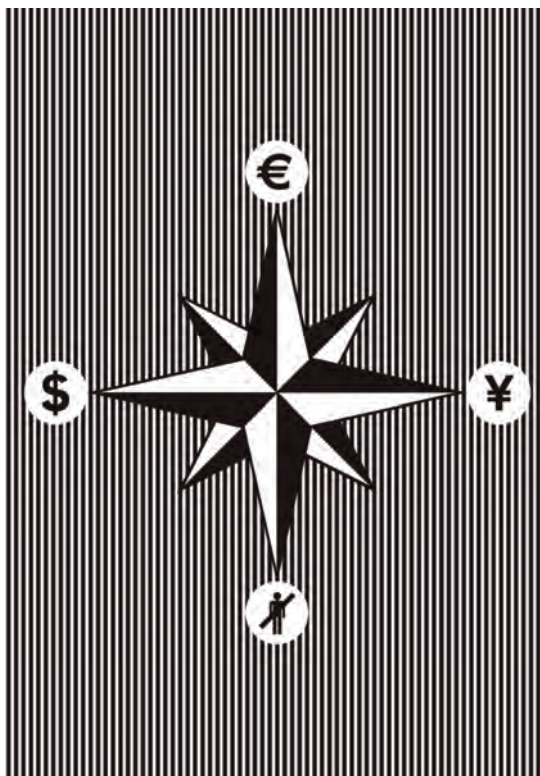
Il faudrait revoir la cartographie de la République, l'étendre au-delà de l'Hexagone sans simplement procéder à l'opération « intégration des outre-mer » mais en voyant comment ils contestent la situation post-coloniale. Les inégalités dans ces territoires sont à mettre en regard des inégalités dont sont victimes les habitants des quartiers populaires ou les groupes perçus comme n'appartenant pas à la société du « XXI<sup>e</sup> siècle ». La gauche communiste doit être à même d'entreprendre une politique décoloniale qui passe par la décolonisation de la République, de la société française, sans laquelle aucune justice sociale ne sera possible.

*Comment imaginez-vous une réinvention et une réactivation possible du politique dans votre existence citoyenne et professionnelle, et plus généralement dans les pratiques culturelles et les relations entre l'art, la culture et la politique ?*

Pour aborder les imaginaires singuliers et les hybridations et les faire vivre face aux replis, idéologies obscurantistes, nationalistes, xénophobes, il faut analyser comment se fabrique le consentement à ces idéologies, ne pas les considérer comme de pures aliénations mais comprendre quels sont les bénéfices, les dividendes offerts qu'elles offrent afin de les déconstruire.

Réinventer un horizon d'émancipation culturelle ne peut se faire sans tenir compte des croisements entre ce qui est appelé « Anthropocène » (je préfère Capitalocène), privatisation des terres, multiplication des inégalités environnementales avec leur impact sur les plus vulnérables (femmes et racisés). La figure du réfugié ne serait-elle pas celle qui aujourd'hui pose des questions fondamentales à la constitution du commun ?

Construire du commun : penser ensemble les subalternités multiples, les histoires de domination et les traditions de résistance, souvent discordantes, qui coexistent dans un monde néolibéral où le racisme et l'islamophobie intensifient les procédés de constitution hiérarchique des différences et produisent des catégories stigmatisées, enfermées dans une altérité radicale. Le commun ne se construit pas en ignorant frictions et antagonismes. Il se constitue entre des groupes et des personnes qui ne sont pas semblables.



## liberté de création pour les artistes minorés

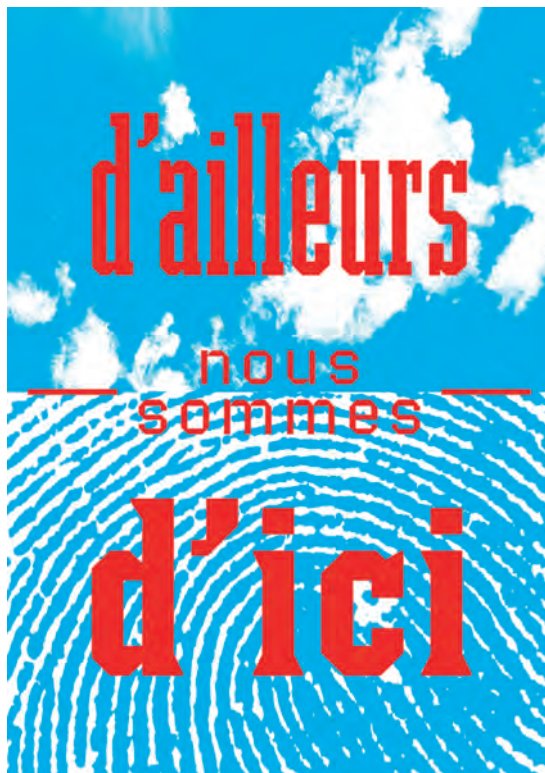
« L'imaginaire, c'est l'intuition de l'ailleurs, de ce qui n'est pas moi et qui est différent de moi. Il crée, c'est à dire me propose à moi-même un horizon, me prolonge, me dépasse et m'altère » Édouard Glissant.

La violence des conquêtes coloniales fut aussi idéologique. Le principe érigé de sous-humanités (sous-cultures) et d'une humanité occidentale supérieure s'est immiscé dans les mentalités. Il a induit un assujettissement de tous à la pensée coloniale. Cette violence idéologique perdure et le monde de l'art ne s'en exempte pas.

Quand le peuple de France se compose de 30% de personnes racisées, qui vivent toujours sous le régime du contrôle au faciès, combien d'entre elles trouvent leur place dans les institutions culturelles ? La discrimination existe dans les métiers de l'art depuis toujours et aucune évolution ne se fait sentir. Le constat est simple : sur les plateaux, dans les expositions, très peu d'artistes, vivant en France, porteurs des histoires coloniales. Cette discrimination se cumule à la discrimination sexiste dénoncée par le collectif H/F.

Face à ce mur d'exclusion, l'association *Décoloniser les arts* est née en décembre 2015.

Les arts de la scène sont un lieu de la relation d'imaginaires singuliers. L'émotion, le bouleversement de soi-même produisent du questionnement sur son propre devenir et ce, dans ce moment éphémère et imprévisible de la représentation vivante quand elle propose le pas de côté et le mouvement de soi vers l'autre.



Les potentialités transgressives du travail artistique suggèrent un potentiel émancipateur pour toute une société. Du point de vue des dominants, ce processus se révèle un danger si des arts qui inventent de nouveaux imaginaires, hétérogènes, divers, incontrôlables, potentiellement moteurs de l'abolition de rapports de domination entrent en confrontation avec un système exclusif et deviennent moteur de subversion.

Au cœur même de leur art, ces artistes, majoritairement exclus, travaillent les causes et les effets de la domination persistante. Dès lors, les enjeux dépassent la dénonciation des uns pour l'obtention de quelques postes pour d'autres, ceux-là « issus de la diversité ».

Il s'agit de réappropriation, de transformation de la narration, d'élévation de la conscience de la complexité d'une société par le partage des mémoires sensibles et des histoires universelles (la traite négrière, l'esclavage, l'indigénat, les guerres, les exécutions, les tortures, l'exploitation sans frein de la colonisation).

Pour fabriquer du commun démocratique, l'expression critique des fondements et des contradictions profondes est nécessaire. L'institution culturelle vit un paradoxe quand elle se réclame de l'invention et ignore ce qui se crée « ailleurs » que dans l'entre-soi. Elle se préserve dans le cloisonnement et n'entend pas ce qui gronde à sa porte : le peuple tel qu'il s'invente en *créolisation*.

Dès sa création, l'association DLA s'est illustrée par sa présence dans divers colloques professionnels, par l'envoi d'un courrier-questionnaire aux directeurs de théâtres, une campagne médiatique dont un blog sur Mediapart, une réunion publique à Chaillot le 23 avril dernier, et une manifestation de protestation muette devant la cérémonie des Molières... D'autres sont à venir.

Pour DLA, il s'agit d'inscrire *toutes* les singularités dans les processus de travail propres à l'art, à la recherche, de garantir la liberté de création pour tous les artistes minorés d'un peuple qui s'invente et d'une mondialité, dans d'autres rapports entre les humains.

*Décoloniser les arts* s'est créée pour faire prendre conscience à toutes les instances professionnelles et politiques que les artistes racisés ne doivent plus avoir à justifier du caractère universel de leurs œuvres, que les moyens de production et de diffusion, de formation, d'emplois à des postes de responsabilité doivent s'ouvrir à l'altérité, que doit cesser leur minoration, que c'est la meilleure façon de lutter contre les identitarismes violents.

Leïla Cukierman

ancienne directrice du Théâtre Antoine Vitez

## BRAS DESSUS BRAS DESSOUS

### Eros et Thanatos s'en vont à *Nuit debout*

Si un film ne peut pas changer le monde, *Merci patron* prouve qu'il peut changer notre vision du monde, et avant tout de nous-même, de notre force, et de notre poésie (la catharsis s'opère avec les merveilleux époux Klur face à la vulgarité d'un Bernard Arnault digne de l'Actor's Studio). Il aura mis le feu aux poudres de la mobilisation contre la loi dite travail, et pour nous réveiller un certain 32 mars...

Sous le signe de la convergence des luttes, Nuit Debout épouse d'emblée la cause des artistes. Lors d'une sempiternelle négociation de notre régime spécifique, un cortège d'intermittents rejoint le Théâtre de l'Odéon, occupé par la CIP, et des étudiants, pour une AG Debout. Alors qu'en mai 68, Jean-Louis Barrault avait ouvert les portes et veillé nuit et jour sur la salle devenue la nouvelle Sorbonne, en 2016, nous sommes accueillis par des salves fournies de lacrymo (l'occupation de la Cinémathèque se soldera aussi par l'intervention des CRS).

Mais revenons à la République. Dès le début, les pôles vitaux structurels s'organisent : les AG, la cantine, l'infirmerie, le campement, et la bibliothèque. Soit la démocratie, l'alimentation, la santé, le logement, et la culture.

Depuis, sans préférence programmatique, de Brecht à Godard, de Chico Buarque à Franz Fanon, en passant par Marianne Oswald, et Dugudus, on aura vu : Auteurs Debout, Artistes Debout (et leur *plan d'ur-*

*gence*, pour un statut donnant au peintre toute liberté de créer, produire, montrer et vivre de son travail), Poésie Debout, Architecte Debout (et l'élégante structure qui abrite tantôt Radio Debout, tantôt Enfant Debout), Spectateurs Debout (comment concilier flexibilité du temps de travail et réservation de places de théâtre ?) etc.

J'ai choisi de parler de trois commissions auxquelles j'ai pu participer.

#### ORCHESTRE DEBOUT

Alors que la mairie avait offert aux parisiens, un an après Charlie, un concert de Johnny Hallyday, à la République, ce même peuple célèbre ses retrouvailles avec lui-même et sa joie de penser et d'inventer ensemble avec un concert Dvořák, joué par 300 musiciens pour 3000 spectateurs, dont une majorité de *non initiés*, juchés sur les kiosques, tout ouïe, fiers et enthousiastes. (Si ce public tarde à remplir la Philharmonie, la raison doit bien en être cherchée du côté des institutions.)

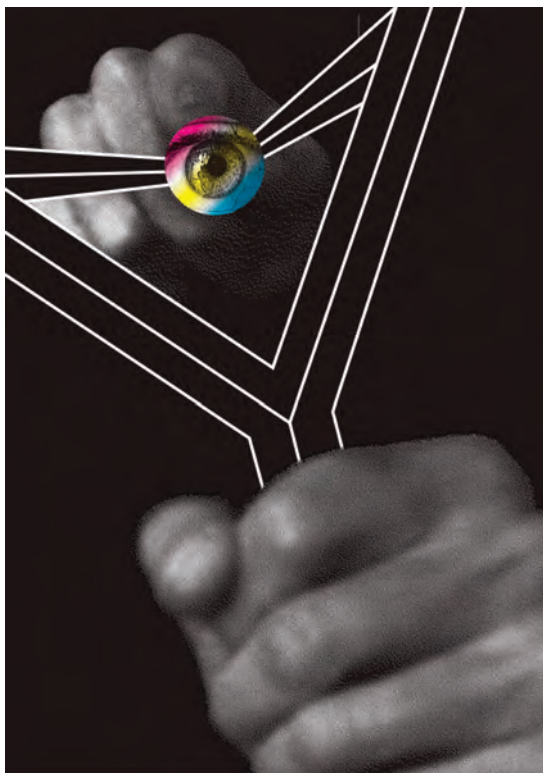
Depuis, l'Orchestre et le Chœur Debout, avec Verdi, Beethoven, Ravel... sont inscrits au cœur de chaque moment symbolique de Nuit Debout : jouer du violon contre le TAFTA, voilà qui n'est pas banal, surtout quand on sait la faible politisation des musiciens. Mais justement ici l'orchestre est formé de citoyens, nuance !

#### MUSEE DEBOUT

Parti du constat que l'art et le patrimoine sont depuis des décennies les grands absents des programmes politiques, Musée Debout propose de *réaffirmer la place du musée comme lieu de fabrique du citoyen*.

Les origines du concept même de musée des Beaux-Arts remontent à la Révolution française : *fournir aux artistes de grands modèles à imiter, instruire les visiteurs et permettre au peuple d'accéder à des œuvres qui n'étaient que le privilège de quelques-uns*. Dès lors l'art n'est plus l'apanage exclusif d'une élite, mais le bien de tous, et le conservateur doit autant veiller à protéger matériellement les œuvres dont il a la charge, qu'à garantir l'égal accès aux collections.

La commission propose donc l'enseignement de l'histoire de l'Art à l'école, la gratuité d'accès aux musées, le renouvellement de la médiation, la formation artistique des personnels de surveillance (de pair avec la revalorisation salariale de leur emploi), et plus globalement la sortie d'une logique de rentabilité... *Le musée comme lieu de délectation est le luxe d'un esprit qui s'émancipe de son savoir, pas d'un esprit qui s'en dispense*. L'histoire de l'art



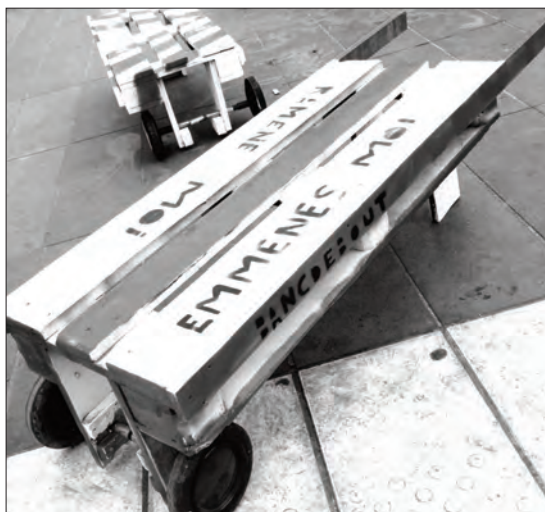
donne des armes pour s'approprier son environnement, et ne pas s'y sentir étranger. Enfin, elle apprend à repérer et à aimer le beau, et s'inscrit dans un processus de retour du sens et de ré-enchantement du monde.

**RADIO DEBOUT**

Conçue comme *l'oreille de la place*, c'est une radio à ciel ouvert, capable de capter des trajectoires, d'accueillir tous les possibles même les plus incongrus. Pour Garance, riveraine (dans la vie assistante de réalisation) il était important de tendre le micro à toute parole, même celle avec laquelle on n'est pas d'accord, car elle *met en dissonance et permet de faire évoluer notre propre façon de penser, à la fois radiophonique et politique*. Considérée dans sa mission de service public, Radio Debout réunit sous une même bêche animateurs, techniciens, invités, intervenants spontanés et auditeurs, dans une prise de risque et une liberté dont Radio France est incapable (on en oublierait les travaux exorbitants autant que calamiteux de la Maison ronde et les soucis de moquette de son PDG)

*Cette place, c'est le lieu d'Eros et Thanatos. Elle est chargée, il y résonne encore les coups de feu, les cris, la peine. Et on sent comme les gens ont besoin de communion, de fraternité. Ils sont ravis, au sens du ravissement, devant le spectacle de leur intelligence collective et du surgissement du Beau.*

Et voilà contre toute attente que la question du Beau traverse Nuit Debout. Comme ces bancs à roulettes fabriqués à base de palettes, bigarrés, avec inscrit au pochoir : *emmène-moi/ramène-moi*. Pratique, attentionné, et beau! Ce Banc Debout dynamite le très design et fascisant *banc assis-debout* du métro.



À la question récurrente *Nuit Debout, et après ?* les sociologues de Reporterre répondent : *il est étonnant que, pour être jugée utile, l'ouverture d'espaces de débats citoyens sur les affaires communes doive promettre de déboucher sur autre chose qu'elle-même, sans se douter qu'ils proposent là une définition possible de l'Art. À Nuit Debout, la politique serait-elle en train de se réinventer en tant que principe artistique ?*

Je vous laisse y rêver en terminant sur cet extrait de *1000 jours en mars*, atelier d'écriture proposé par Zanzibar, un collectif d'auteurs de science-fiction :

#268 mars

*Une musique résonne en France. Une musique douce qui redonne espoir aux insoumis. Crois-tu qu'on pourra changer les choses ? me demande Charlène. Si l'on garde une cohésion tout est possible, lui dis-je.*

*Et les élites des médias dénigrent encore le mouvement. Les journalistes à la solde du pouvoir paniquent de voir leur petit monde vaciller*

*Une musique résonne en France.*

*Si l'on écoute attentivement, c'est la musique de la Liberté.*

Sonia Masson  
metteur en scène

Ont contribué à ce numéro : Jean-Jacques Barey, Angeline Barth, Samuel Churin, Leila Cukierman, Roland Gori, Mathieu Grégoire, Alain Hayot, Sonia Masson, Claude Michel, Marc Moreigne, Françoise Vergès. Maquette Suzy Lornac. Merci à Sébastien Marchal pour ses images.